

**2014-2015**

**BULLETIN DE**  
**l'Association Luxembourgeoise pour**  
**les Nations Unies**



**ALNU**

**Association Luxembourgeoise**  
**pour les Nations Unies**

**et son**

**Centre de Documentation**  
**pour les Droits de l'Homme**

**3, route d'Arlon L-8009 Strassen, Luxembourg**

**Tél: 46 14 68 Fax: 46 14 69**

**E-mail: [alnu@pt.lu](mailto:alnu@pt.lu)**

**Site Internet: [www.alnu.lu](http://www.alnu.lu)**

**Coordonnées bancaires: LU95 1111 0248 7038 0000, CCPLLULL**

**Cotisation membre : 17 Euros**

## TABLE DES MATIERES

Le Projet 2015 de l'ALNU en collaboration avec les lycées dans le domaine du développement durable et de l'environnement.....	2
Les Objectifs du Millénaire pour le développement en 2014.....	5
Article de presse: L'émergence de nouvelles formes de violation des droits de l'homme dans la surveillance électronique mondiale des communications.....	7
Journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre: Conférence sur les droits fondamentaux dans la révision de la Constitution.....	10
Visite à Luxembourg et auprès de l'ALNU des représentants du Centre Régional d'Information des Nations Unies pour l'Europe occidentale (UNRIC).....	12
Université du Luxembourg : Human rights – Lecture series 2015.....	14
Devenir membre à l'ALNU ?.....	15
Appel à contributions.....	15
Les Nations Unies dans le monde: Sélection de quelques sites Internet.....	16

---

### Le Projet 2015 de l'ALNU en collaboration avec les lycées dans le domaine du développement durable et de l'environnement.



Pour l'année 2015 l'ALNU a proposé aux lycées un projet d'actualité sur 'Le rôle des écosystèmes dans les objectifs de développement durable post-2015 des Nations Unies'. Ce projet, fait avec le soutien du Ministère des Affaires Etrangères et du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi qu'avec le soutien de la Chambre de Commerce du Luxembourg, concerne un sujet important pour les Nations Unies. En effet 2015 est une année charnière signifiant la fin des objectifs du Millénaire pour le développement et la fin de la préparation pour les objectifs post-2015 ainsi que l'adoption de ces objectifs par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015. Les travaux préparatoires pour les objectifs post-2015 font ressortir la nécessité de prendre en plus forte considération l'importance de l'environnement pour un développement durable.

Un objectif post-2015 majeur dans le domaine de l'environnement sera vraisemblablement consacré à la protection et à la restauration des écosystèmes

terrestres et à la lutte contre la perte de la biodiversité. Cet objectif est lié à d'autres objectifs relatifs à la lutte contre le changement climatique, à l'eau et à l'énergie. Pour l'analyse de la situation et la mise en œuvre de ces objectifs sur le terrain, deux pays cibles de la coopération luxembourgeoise, le Burkina Faso et le Sénégal, ont été sélectionnés. Ces deux pays appartiennent en grande partie à une même écorégion terrestre avec un ensemble d'écosystèmes caractéristiques, qui est définie par le Word Life Fund (WWF) comme la savane soudanienne de l'Afrique occidentale. Cette région est primordiale dans la lutte contre la désertification, qui a tendance à s'étendre à partir de la zone du Sahara au nord.



*Débat avec les élèves des lycées à la Chambre de Commerce lors du projet Model UN 2014 de l'ALNU en collaboration avec les lycées sur une simulation du Conseil de Sécurité des Nations Unies.*

Le projet 2015 ALNU-LYCEES a comme objectif pédagogique de faire connaître aux jeunes le rôle des Nations Unies et d'autres acteurs de la coopération internationale dans la mise en œuvre des objectifs envisagés de développement durable post-2015 dans le domaine de l'environnement, d'amener les jeunes à faire une réflexion informée sur la réalisation de ces objectifs dans deux pays cibles de la coopération luxembourgeoise et d'approfondir les facultés de présentation, d'analyse de documents ainsi que la capacité à travailler en groupe des élèves.

En ce qui concerne le contenu du projet, les élèves sont amenés à se renseigner sur les objectifs post-2015 en matière de développement durable en accordant une attention particulière à l'importance des écosystèmes et aux services rendus par la nature. Les élèves étudieront dans les grandes lignes un projet spécifique de développement dans un des deux pays cibles susceptible d'avoir un impact positif

sur la protection ou la restauration des écosystèmes ou de la biodiversité. Ils prendront en compte le domaine de la gestion des écosystèmes, du changement climatique, de l'eau ou de l'énergie et ils devront fournir des explications sur l'impact positif.

Dix lycées participent au projet. En ce qui concerne les deux pays cibles, le choix des lycées a abouti à une répartition équitable entre eux.

Le projet comporte trois étapes suivantes: la préparation dans les lycées, une demi-journée pour un séminaire spécial le 26 février et la journée de réunion plénière avec une séance de clôture le 18 mai.

### **Préparation dans les lycées**

Les élèves étudient dans des groupes de travail le thème du projet et mettent au point deux documents:

- \* Un résumé décrivant la situation des écosystèmes dans un des deux pays en fonction du cadre du projet, les menaces les plus importantes d'une dégradation future et les solutions les plus efficaces pour y remédier.
- \* Une présentation de type Powerpoint sur un projet spécifique de développement concernant un des deux pays dans le domaine de la gestion des écosystèmes, du changement climatique, de l'eau ou de l'énergie. Les élèves choisissent librement un projet de développement, qui leur convient le mieux.

### **Demi-journée pour un séminaire spécial le 26 février**

La demi-journée, co-organisée par l'ALNU et le Lycée Technique Michel Lucius (LTML), a pour thème « L'environnement et les écosystèmes dans les objectifs de développement durable post-2015 des Nations Unies ».

Elle se déroule dans une salle offerte par le LTML à Luxembourg-Limpertsberg le jeudi 26 février de 14h00 à 17h00.

Le séminaire spécial sera animé par Mme Pascale Junker, experte en environnement et changement climatique au sein de LuxDevelopment, l'agence chargée par le gouvernement luxembourgeois de la mise en œuvre de la politique de coopération bilatérale au développement. Mme Junker introduira aux élèves le pilier de l'environnement dans le développement durable.

### **Journée de réunion plénière avec une séance de clôture le 18 mai**

Cette journée se déroule dans la grande salle de la Chambre de Commerce à Luxembourg-Kirchberg.

Pour chaque pays cible les élèves présenteront les deux meilleurs résumés de la situation des écosystèmes choisis par l'ALNU et les projets de développement préparés. Une sélection des meilleurs projets sera faite par un jury composé de membres du conseil d'administration de l'ALNU et de représentants de la direction ou des professeurs des lycées ayant accompagné les élèves.



Lors de la séance de clôture, Mme Martine Schommer, Directrice de la Coopération au développement au Ministère des Affaires Étrangères, tiendra une allocution. Celle-ci sera suivie par un débat final avec les élèves sur le sujet « Quelles sont les orientations à promouvoir dans les projets de développement au Burkina-Faso et au Sénégal pour améliorer la situation des écosystèmes? ». Après ce débat, les invités du Ministère des Affaires Étrangères, du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le représentant du Sénégal, le représentant du Burkina-Faso, le représentant de la direction des lycées et le représentant de l'ALNU termineront la séance plénière par leurs interventions.

Le projet sera clôturé par la remise des prix et des certificats de participation ainsi que par une réception.

Il y aura un premier prix et différents prix en argent pour récompenser les lauréats. Le premier prix consiste en une visite de l'équipe gagnante des institutions de l'ONU à Bruxelles avec les élèves et le(s) professeur(s) accompagnateur(s). La Journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2015 est envisagée comme une possibilité pour cette visite.

Paul Frank

---

## **Les Objectifs du Millénaire pour le développement en 2014.**

En 2000, suite au Sommet du millénaire, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les objectifs du Millénaire pour le développement à atteindre avant 2015. L'heure est donc actuellement au bilan des avancées qui ont pu être réalisées.

### **Objectif 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim**

Le taux d'extrême pauvreté a été réduit de moitié. Cependant, il existe de grandes divergences dans les avancées en fonctions des régions. La Chine a vu les avancées les plus spectaculaires avec une réduction de l'extrême pauvreté de 80%. Par contre l'Afrique subsaharienne n'a connu qu'une diminution de 15 %. L'Amérique latine et les Caraïbes sont dans la moyenne avec une diminution de 50%. En ce qui concerne la faim et la sous-alimentation, l'objectif de les réduire de moitié est en voie d'être atteint. Mais il reste encore une grande divergence entre les régions et le taux a même augmenté en Asie de l'Ouest par rapport à 1990. De plus, il y a encore un enfant sur 4 à travers le monde qui a un retard de croissance à cause de la malnutrition et, malgré leurs croissances économiques, l'Inde et la Chine comptent presque 70% des personnes se trouvant en situation d'extrême pauvreté. L'élimination de l'extrême pauvreté était un objectif ambitieux qui ne sera pas atteint mais on peut être heureux des avancées réalisées.

### **Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous**

Le taux de scolarité au niveau primaire atteint les 90% dans toutes les régions sauf en Afrique subsaharienne où il avoisine les 80%. Ceci est une nette amélioration par rapport à 1990 et 2000. Cependant, l'augmentation du taux de scolarité s'est

ralentie. 50% des enfants non-scolarisés vivent dans des zones de conflits. Les filles, les enfants handicapés et les enfants vivant en milieu rural sont toujours les plus susceptibles de ne pas être scolarisés.

### **Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

Dans ce domaine il y a eu des progrès indéniables car la parité des sexes dans l'éducation a été atteinte à tous les niveaux dans les régions en développement dans leur globalité. Cependant, il existe une grande disparité entre les régions dans l'enseignement supérieur. Par exemple, seulement 40 % des personnes inscrites à l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne sont des femmes. Par contre, en Amérique latine et aux Caraïbes les femmes comptent pour 56% des inscriptions. Il est aussi intéressant de noter que le statut des femmes sur le marché du travail semble s'améliorer. La proportion de femmes salariées dans le secteur non-agricole augmente dans toutes les régions. Mais les femmes restent fortement touchées par le sous-emploi faute de politiques familiales qui favorisent leur accès au marché du travail.

### **Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants**

Une des cibles de cet objectif était de réduire la mortalité de deux tiers par rapport à 1990. Ceci n'a globalement pas été atteint dans les régions en développement, mais on peut se réjouir d'une réduction de 50%. Dans certaines régions comme l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Est, l'objectif a été atteint.

### **Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle**

Comme pour l'objectif 4 une des cibles de l'objectif 5 était de réduire la mortalité maternelle de 75%. Cet objectif n'a pas été atteint mais la mortalité maternelle a quand même été réduite de moitié dans les régions en développement. Le nombre de femmes qui sont examinées au moins une fois pendant leur grossesse a augmenté de 37 à 52% entre 1990 et 2012 dans les régions en développement. Il faut aussi noter une amélioration de l'accès à la planification familiale, même si celui-ci reste largement insuffisant dans de nombreuses régions.

### **Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies**

Le taux d'infection par le VIH a globalement baissé. Le VIH touche essentiellement l'Afrique subsaharienne et en particulier l'Afrique australe. En 2012, le taux d'infection dans cette région était plus de 30 fois supérieur à celui des pays développés. Cependant ceci est une nette avancée par rapport à 2000 où le taux d'infection était 60 fois supérieur. Le taux d'infection dans les pays développés est resté stable. Globalement, le nombre de nouvelles infections a baissé de 44%. Cependant le nombre de personnes vivant avec le VIH ne cesse de croître et seulement 30% des personnes infectées ont accès aux traitements adéquats.

En ce qui concerne les autres maladies comme le paludisme et la tuberculose, il y a eu des avancées considérables. Les décès dus à ces deux maladies ont diminué

grâce aux efforts de prévention, de dépistage et de traitement. Pour le paludisme le taux de mortalité a baissé de 42% entre 2000 et 2012.

### **Objectif 7 : Assurer un environnement durable**

Cet objectif est loin d'être atteint. La déforestation continue inexorablement, les rejets de CO2 continuent de grimper et les ressources en eau renouvelable s'amenuisent. Mais on peut noter que la production des substances destructrices pour la couche d'ozone a pratiquement été éradiquée, que les capacités d'assainissement de l'eau ont été fortement améliorées et que la proportion de la population dans les régions en développement vivant dans des taudis a fortement diminué. Finalement, on peut aussi noter que la superficie des zones naturelles protégées a augmenté dans toutes les régions. Ceci est sans nul doute une manifestation d'un essor de la conscience environnementale.

### **Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement**

Cet objectif a plusieurs volets. Premièrement, en ce qui concerne l'aide publique, les pays appartenant au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont donné plus de 134,8 milliards de dollars en 2013, soit 65% de plus par rapport à 2000 en termes réels. Deuxièmement, on peut voir que les pays développés ont fait des efforts pour stimuler les exportations depuis les pays en développement en diminuant fortement les tarifs douaniers. Dernièrement, le coût de la dette pour les pays en développement ne constituait plus que 3% de la valeur de leurs exportations en 2012 au lieu de 12% en 2000. Il y a donc du progrès dans la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement.

Henry Robertson

---

## **Article de presse: L'évolution et les enjeux de la liberté d'expression à l'ère numérique.**

*L'article a été publié au journal «Luxemburger Wort» le samedi 6 décembre 2014.*

*Celui-ci, soulignant l'importance de la liberté d'expression sous ses différentes formes, a été envoyé à M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires Etrangères.*

Au mois de juin 2013, le monde a été stupéfait par les premières révélations du citoyen américain Edward Snowden sur la surveillance mondiale des communications électroniques et la collecte massive de données personnelles, exercées par les Etats-Unis d'Amérique avec l'aide d'autres Etats. Mme Navy Pillay, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme jusqu'en septembre 2014, s'est prononcée à plusieurs occasions sur l'importance de ces révélations, qui mettent en cause le respect des droits de l'homme fondamentaux dont le droit à la vie privée et la liberté d'expression. Entretemps, d'autres fuites d'informations en provenance des Etats-Unis, mais aussi de l'Europe, ont provoqué une amplification des débats et des réflexions au sein des institutions des

Nations Unies et de l'Union Européenne, concernant notamment la liberté d'expression.

La liberté d'expression est définie dans les articles 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies et du Pacte international des Nations Unies relatif aux droits civils et politiques. Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. Cette liberté peut être restreinte seulement dans des cas clairement et explicitement définis, qui sont liés à la sécurité nationale et à l'ordre public.

Dans un guide de la liberté d'expression pour les étudiants qui a été publié en 2013 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'information en général est présentée comme « l'oxygène de la démocratie ». La liberté de l'information ou le droit à l'information, qui se réfèrent à la partie « recevoir les informations » de la liberté d'expression, peuvent contribuer à la transparence et à la responsabilisation d'un gouvernement, à prévoir l'abus de pouvoir et à combattre la corruption. Dans cette optique, beaucoup de pays ont adopté une loi sur la liberté de l'information permettant aux citoyens d'avoir accès à l'information détenue par les organismes publics. Il serait opportun qu'à l'instar de ses pays voisins, le Luxembourg se dote également d'une telle loi de manière à mieux définir les modalités d'application pour ce droit au bénéfice des citoyens.

### **Les priorités des Nations Unies pour la liberté d'expression.**

Mme Pillay a invité les Etats à revoir leurs propres lois, politiques et pratiques nationales pour assurer leur pleine conformité avec le droit international des droits de l'homme en tenant compte des principes de la nécessité, de la proportionnalité et de la légitimité. Des mesures devraient être prises pour assurer des pratiques de contrôle effectives et indépendantes. Les victimes d'une violation de ces droits devraient disposer des voies de recours utiles. Elle a insisté également sur la nécessité d'une protection par les Etats des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des lanceurs d'alertes.

En juin 2014, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté une résolution au sujet de la promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur l'Internet. Celle-ci spécifie que les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne (sur l'Internet), en particulier le droit de toute personne à la liberté d'expression. La résolution engage tous les États à traiter les questions de sécurité sur l'Internet dans le respect de leurs obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme, pour garantir la protection de la liberté d'expression, de la liberté d'association, du droit à la vie privée et d'autres droits en ligne.



Le nouveau rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, M. David Kave, a exprimé ses préoccupations concernant la transparence de l'action des gouvernements, la manière dont les Etats implémentent la liberté de l'information et les outils utilisés pour amoindrir cette liberté pour des raisons de sécurité nationale. Il est primordial que les discussions sur la régularisation future de l'Internet respectent et protègent strictement la liberté d'expression. Les acteurs commerciaux doivent réagir d'une manière appropriée, quand les gouvernements demandent la mise en conformité avec des règles qui sont inconsistants avec la liberté d'expression.

### **Les orientations de l'Union Européenne relatives à la liberté d'expression et les enjeux.**

Le Conseil de l'Union Européenne (UE) a adopté au mois de mai 2014 un document fondamental important qui décrit les orientations de l'UE dans le domaine des droits de l'homme, relatives à la liberté d'expression en ligne (Internet, ...) et hors ligne. Dans ce document, on retrouve beaucoup de considérations et de recommandations des Nations Unies à ce sujet. La liberté d'expression est considérée comme un fondement essentiel de la démocratie, de l'État de droit, et de la participation à la gestion des affaires publiques. Les États ont l'obligation de respecter, de protéger et de promouvoir le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Dans le cadre des dialogues politiques avec les pays partenaires, l'UE évoquera, s'il y a lieu, les violations graves ou systémiques du droit à la liberté d'opinion et d'expression en ligne et hors ligne et les restrictions dont il fait l'objet. Les stratégies par pays de l'UE en matière de droits de l'homme devraient comporter un volet consacré à la liberté d'opinion et d'expression. Les États doivent veiller à ce que les lois anti-terrorisme, les lois sur les actes de trahison ou les dispositions similaires relatives à la sécurité nationale soient conçues et appliquées d'une manière qui soit conforme aux obligations qui leur incombent en vertu des dispositions internationales en matière de droits de l'homme.

Pour autant, le droit d'accès public à l'information détenu par les gouvernements ne figure pas sur la liste des six domaines d'actions prioritaires, ce qui laisse planer le doute sur la volonté réelle de remplacer une certaine culture d'opacité par une plus grande transparence à l'intérieur des institutions européennes et nationales et de limiter le champ d'application des lois sur le secret des informations sensibles au-delà des restrictions légales internationales.

Les enjeux majeurs de ces orientations ambitieuses de l'Union Européenne en matière de liberté d'expression impliquent une implémentation effective de celles-ci dans un monde en globalisation et une mise en œuvre d'un degré de cohérence minimal entre les pays membres de l'Union Européenne.

A cet égard, il convient de mentionner les discussions entre l'Union Européenne et les pays membres avec les pays émergents d'autres continents au sujet du respect

des droits de l'homme. Les discussions se déroulent souvent d'une manière opaque derrière des portes closes sans que les citoyens ne puissent apprécier les résultats concrets en fonction d'une stratégie globale plus clairement définie. De plus, la prise en considération des violations des droits de l'homme devrait être plus cohérente, quel que soit le pays concerné.

Dans la même optique du droit à l'information, la question d'un manque de transparence mérite d'être posée au sujet des négociations actuellement en cours au sujet d'un traité de libre-échange transatlantique entre l'Union Européenne et les Etats-Unis (TTIP). Ainsi, le mandat avec les directives de négociations, que le Conseil Européen avait donné à la Commission Européenne au mois de juin 2013, n'a été rendu public qu'au mois d'octobre 2014 suite à une investigation à ce sujet de la part de la Médiatrice de l'Union Européenne, Mme Emily O'Reilly. La Médiatrice demande aussi à la Commission Européenne d'établir un registre public des documents accessibles et des indications sur les documents confidentiels, qui ne peuvent pas être rendus public dans le stade actuel des négociations en cours.

André Rollinger

---

## **Journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre: Conférence sur les droits fondamentaux dans la révision de la Constitution.**



*(de g. à dr.) Jörg Gerkrath, Véronique Bruck, Marc Limpach,  
Paul-Henri Meyers*

A l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme, le 10 décembre 2014, la Commission Consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché (CCDH), sous le patronage du Ministère d'Etat en collaboration avec d'autres associations, y compris l'Association pour les Nations Unies, avait invité à la

table-ronde *"Constitution et droits de l'Homme: Quelle place pour les droits fondamentaux dans la nouvelle Constitution luxembourgeoise?"*

Les intervenants étaient Mme Véronique Bruck, doctorante contractuelle en droit de l'Union européenne et droits de l'Homme et chargée d'enseignement à l'Ecole de droit de la Sorbonne, M. Paul-Henri Meyers, député et ancien président de la Commission des institutions et de la révision constitutionnelle et M. Jörg Gerkrath, professeur à l'Université du Luxembourg. La modération était assurée par M. Marc Limpach, membre de la CCDH.

La conférence a été ouverte par un discours de M. Gilbert Pregno, président de la CCDH, qui souhaitait souligner que la Déclaration universelle des droits de l'Homme existe depuis 66 ans mais qu'il faut aussi *"constater que l'année 2014 a été du point de vue des atteintes aux droits de l'Homme une année horrible"*. D'après l'UNICEF, 15 millions d'enfants sont pris dans des conflits majeurs dont plus de 7 millions sont concernés par le conflit en Syrie. Il rappelait que l'engagement pour les droits de l'Homme est essentiel et qu'il ne faut pas faire taire sa voix, *"car dans le champ des droits de l'Homme le silence porte en soi un écho assourdissant."*

Après l'introduction par M. Pregno, M. Limpach a lancé le débat sur la place des droits fondamentaux dans la nouvelle Constitution luxembourgeoise, un sujet d'une importance cruciale puisque la Constitution est le texte juridique le plus important au sein de l'Etat et définit son fonctionnement. De nombreux points de discussion ont été soulevés pendant la table-ronde: est-ce qu'il faut avoir plus de débats publics par rapport à la Constitution, est-ce qu'il existe un manque de transparence, est-ce qu'il s'agit d'une réforme en profondeur, quels sont les buts, quelle est la relation entre le droit constitutionnel national et le droit constitutionnel européen, etc ?

Un vif débat s'est développé dont les messages principaux peuvent être résumés comme suit: M. Gerkrath et M. Meyers ont plaidé pour un texte spécifiquement luxembourgeois, tenant compte des particularités locales. Ce dernier a aussi admis que peu d'articles concernant les droits fondamentaux ont été modifiés. La modernisation du chapitre sur les droits fondamentaux n'était pas une priorité de la réforme constitutionnelle, à cause du fait que les nouveaux droits sociaux, comme le droit au logement, donnent lieu à des divergences de vue au sein de la Commission des institutions et de la révision constitutionnelle ce qui le rendrait très difficile de trouver un accord susceptible d'atteindre la majorité des deux tiers lors du vote final au Parlement. M. Gerkrath a souligné que c'est beaucoup plus difficile de moderniser une Constitution que de créer une nouvelle et que cela entraîne inévitablement des contraintes. Il a également loué les efforts qui ont été faits dans le passé pour ouvrir le débat public sur la Constitution.

Un autre point important que M. Gerkrath a abordé est qu'il faut tenir compte du fait qu'il existe un espace européen des droits fondamentaux. A côté du texte de la

Constitution luxembourgeoise, il existe deux autres textes européens : le texte de la Convention européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe à Strasbourg et celui de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne. De plus, le texte de la Convention européenne évolue en fonction de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg. Il faudra trouver des mécanismes pour concilier les trois textes autant que possible. L'orateur a plaidé en faveur d'une interprétation dans l'ensemble de ces différentes versions des droits fondamentaux, comme par exemple la Charte européenne des droits fondamentaux.

Cet esprit a aussi été partagé par Mme Bruck. Pour elle le choix idéal serait le développement du catalogue national des droits fondamentaux avec en même temps l'insertion d'une clause "pro homine". Cette clause garantirait que les accords internationaux ont une valeur supraconstitutionnelle à chaque fois qu'ils accordent des droits plus étendus. Ainsi on pourrait atteindre une protection maximale pour le justiciable.

A l'issue de la conférence, une réception a été offerte par la CCDH.

Stéphanie Goerens

---

## **Visite à Luxembourg et auprès de l'ALNU des représentants du Centre Régional d'Information des Nations Unies pour l'Europe occidentale (UNRIC).**



*(de g. à dr.): Dimitrios Kafteranis, Paul Frank, Julien Schreiber, Caroline Petit, André Rollinger, Valérie Schaffner, Alan Sillitoe.*

Après un repas dans une ambiance conviviale au restaurant Ambiente tout près des bureaux de l'ALNU, les membres du C.A. se sont entretenus avec Mme Caroline



Petit (Directrice adjointe) et M. Julien Schreiber (Assistant d'information pour le Benelux) du Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale (UNRIC) dans l'après-midi du jeudi 18 décembre 2014.

Malgré leur emploi du temps très chargé, Mme Petit et M. Schreiber, qui sont venus de Bruxelles, ont pris beaucoup de temps pour discuter de divers points avec les représentants de l'ALNU. Egalement présent à cette réunion était M. Dimitrios Kafteranis, étudiant en droit à l'Université du Luxembourg et secrétaire général du International Relations Club (IRC) à l'Université.

Lors de cette rencontre, nous avons abordé plusieurs sujets, notamment :

- Les conférences dites 'Kapusinski' (Kapusinski Development Lectures) qui sont organisées une fois par mois dans différents pays de l'Union Européenne par la Commission Européenne et le programme des Nations Unies pour le développement (UNDP). L'ALNU examinera la possibilité de trouver un orateur pour une telle conférence à l'Université du Luxembourg ensemble avec l'IRC au plus tôt en juin 2015, de préférence en novembre 2015, à l'occasion du 70ème anniversaire de l'ONU et de l'année européenne 2015 pour le développement.
- Le projet 2015 de l'ALNU en collaboration avec les lycées comporte une visite d'une journée auprès de certaines institutions des Nations Unies à Bruxelles, si possible le 5 juin 2015, pour les élèves du lycée gagnant dans le cadre de la Journée mondiale de l'environnement. Les représentants d'UNRIC vont étudier les possibilités d'une telle visite pour les élèves pendant cette période, qui est traditionnellement très centrée sur l'environnement, p.ex. « Green week ».
- Concernant le cycle de conférences 2015 sur les droits de l'homme avec le Professeur Jean-Paul Lehnens de l'Université du Luxembourg (tous les lundis entre février et juin), Mme Petit et M. Schreiber vont proposer un orateur pour une de ces conférences.
- L'ALNU a souligné la nécessité de recevoir un minimum de brochures sur papier, et pas seulement des brochures numériques, sur certains sujets tels que le développement durable, la paix, les droits de l'homme etc.
- UNRIC offre à l'ALNU la possibilité de faire imprimer des cartes « Une ONU forte pour un monde meilleur ». A l'occasion du 70ème anniversaire des Nations Unies, cette carte résume ce que l'ONU fait concrètement dans le monde.
- Mme Petit et M. Schreiber étudieront des moyens de vidéoconférence, de manière à avoir des contacts plus réguliers avec l'ALNU sans la nécessité d'un déplacement à l'étranger.
- En ce qui concerne le prochain Vienna International Model United Nations qui aura lieu à Vienne en août 2015, M. Kafteranis étudiera la possibilité pour un autre étudiant(e) de l'Université du Luxembourg d'y participer.

La réunion s'est achevée avec la volonté de renforcer les liens entre l'UNRIC et l'ALNU à l'avenir. Nous remercions vivement Mme Petit et M. Schreiber pour leurs efforts de collaboration avec l'ALNU.

## Université du Luxembourg : Human rights – Lecture series 2015.



### Human rights – Lecture series 2015

**Wednesdays, 11.45-13.15 Room PIAGET, Campus Walferdange**  
Lectures will be held in English, German or French according to title

- 18.2.** *Einführung in die Menschenrechte*, Jean-Paul **Lehners**, UNESCO Lehrstuhl für Menschenrechte, Universität Luxemburg
- 25.2.** *Eine neue Historiographie der Menschenrechte*, Jean-Paul **Lehners**, UNESCO Lehrstuhl für Menschenrechte, Universität Luxemburg
- 4.3.** *Les réfugiés et les droits de l'homme*, Table ronde avec des ONG (**Amnesty, ASTI, Caritas, Croix-Rouge**)
- 11.3.** *Zusammenarbeit mit Rechtsbrechern? Vom schwierigen Umgang mit nichtstaatlichen bewaffneten Gruppen in asymmetrischen Gewaltkonflikten*, Hans-Joachim **Giessmann**, Executive Director at the Berghof Foundation, Berlin
- 18.3.** *La faim tue: Le droit à l'alimentation face à la globalisation*, Jean **Feyder**, ancien Ambassadeur du Luxembourg auprès des Nations Unies
- 25.3.** *Le système régional le plus effectif au monde: la protection européenne des droits de l'homme*, Rusen **Ergec**, Professeur honoraire de l'Université libre de Bruxelles et professeur émérite de l'Université du Luxembourg
- 1.4.** *Religionsfreiheit: Ernstfall des religiösen Weltverhältnisses*, Marianne **Heimbach-Steins**, Direktorin, Institut für Christliche Sozialwissenschaften, Universität Münster
- 15.4.** *Business and human rights: main issues and current challenges*, Fabrizio **Marrella**, Professor of International Law, University Cà Foscari, Venice and LUISS, Rome
- 22.4.** *Nations Unies et Droits de l'Homme*, Jean-Marc **Hoscheit**, Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève
- 29.4.** *'Reading the Forgotten Other Back into the Text': Cultural Hegemonies and Human Rights*, Agnès **Prüm**, Senior Lecturer in English Literature at the University of Luxembourg
- 6.5.** *La liberté d'expression aux prises avec le discours de haine?*, Guy **Haarscher**, Professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles et professeur au Collège d'Europe
- 13.5.** *Droits de l'Homme et Biomédecine: la Convention d'Oviedo*, Laurence **Lwoff**, Chef de l'Unité de Bioéthique, Conseil de l'Europe
- 20.5.** *Was will eine Soziologie der Menschenrechte? Aktuelle Fragen und Forschungsansätze*, Sibylle **van der Walt**, Senior Research Fellow am UNESCO Lehrstuhl für Menschenrechte, Universität Luxemburg
- 21.5 - 23.5** *International Conference : Describing a Process of Cultural Transformation? Human Rights and the Social Sciences* (Abbaye de Neumünster)

La conférence ‘Nations Unies et Droits de l’Homme’ le 22 avril est organisée en collaboration avec l’ALNU.

---

## **Devenir membre à l’ALNU ?**

La qualité d’être membre de l’ALNU est votre porte d’accès à une plus grande participation dans les affaires du monde. Votre support procurera à l’ALNU les ressources nécessaires pour accomplir sa tâche importante. En s’assurant le support des différents Ministères du Gouvernement et plus particulièrement du Ministère des Affaires Etrangères, l’ONU continuera d’être la force motrice pour un monde plus humain, plus sain et plus prospère.

L’ALNU ne recrute pas seulement des personnes individuelles. Peuvent devenir membres actifs toute organisation qui désire coopérer efficacement avec notre association.

Pour devenir membre, veuillez effectuer un virement de 17 € au compte **LU95 1111 0248 7038 0000**, CCPLLULL. En plus, vous pouvez remplir notre formulaire standardisé, disponible sur [www.alnu.lu/devenezmembreposte.htm](http://www.alnu.lu/devenezmembreposte.htm) et le renvoyer par la poste à l’adresse indiquée.

---

## **Appel à contributions.**

Les membres et les personnes désireuses de le devenir sont invités à proposer des activités pour l’ALNU.

Aussi, si vous avez des articles à proposer en relation avec les thématiques Droits de l’Homme, Paix et Sécurité, ou encore Développement durable, n’hésitez pas à nous le faire savoir. Ils pourront trouver une place dans notre bulletin, ALNU-INFO ou sur notre site.

---

## Les Nations Unies dans le monde: Sélection de quelques sites Internet.

<b>Page d'accueil de l'ONU</b>	<a href="http://www.un.org">www.un.org</a>
<b>Base de e-données</b>	<a href="http://www.un.org/digital/#apps">www.un.org/digital/#apps</a>
<b>Centre Régional d'Information des Nations Unies pour l'Europe occidentale</b>	<a href="http://www.unric.org">www.unric.org</a> et <a href="http://www.unric.org/fr/fiches-dinformation">www.unric.org/fr/fiches-dinformation</a> (lien vers publications du système onusien)
<b>Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICEF</b>	<a href="http://www.unicef.org">www.unicef.org</a>
<b>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</b>	<a href="http://www.unesco.org">www.unesco.org</a>
<b>Programme de l'ONU pour l'environnement</b>	<a href="http://www.unep.org">www.unep.org</a>
<b>Programme de l'ONU pour le développement</b>	<a href="http://www.undp.org">www.undp.org</a>
<b>Programme alimentaire mondiale</b>	<a href="http://www.wfp.org">www.wfp.org</a>
<b>Bureau des Nations Unies à Genève</b>	<a href="http://www.unog.ch">www.unog.ch</a>
<b>Haut-Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme</b>	<a href="http://www.ohchr.org">www.ohchr.org</a>
<b>United Nations Framework Convention on Climate Change</b>	<a href="http://unfccc.int/2860.php">http://unfccc.int/2860.php</a>
<b>Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés</b>	<a href="http://www.unhcr.ch">www.unhcr.ch</a>
<b>Millennium Development Goals and new post-2015 Development Agenda</b>	<a href="http://www.un.org/millenniumgoals/beyond2015-overview.shtml">http://www.un.org/millenniumgoals/beyond2015-overview.shtml</a>
<b>Les Nations Unies en médias</b>	<a href="http://www.unmultimedia.org">www.unmultimedia.org</a>
<b>Année internationale 2015 des sols</b>	<a href="http://www.fao.org/soils-2015/fr/">http://www.fao.org/soils-2015/fr/</a>
<b>Année internationale 2015 de la lumière et des techniques utilisant la lumière</b>	<a href="http://www.light2015.org/Home.html">http://www.light2015.org/Home.html</a>
<b>Décennie 2014-2024 de l'énergie durable pour tous</b>	<a href="http://www.se4all.org/">http://www.se4all.org/</a>
<b>Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine 2015-2024</b>	<a href="http://www.un.org/fr/events/africandescentdecade/index.shtml">http://www.un.org/fr/events/africandescentdecade/index.shtml</a>
<b>Décennie de la diversité biologique 2011-2020</b>	<a href="http://www.cbd.int/2011-2020/">http://www.cbd.int/2011-2020/</a>
<b>Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification 2010-2020</b>	<a href="http://www.un.org/fr/events/desertification_decade/">http://www.un.org/fr/events/desertification_decade/</a>
<b>Grand-Duché de Luxembourg – Coopération au Développement et Action Humanitaire</b>	<a href="http://cooperation.mae.lu/fr">http://cooperation.mae.lu/fr</a>